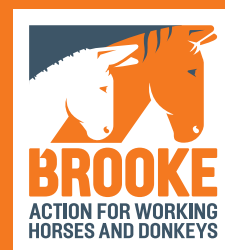
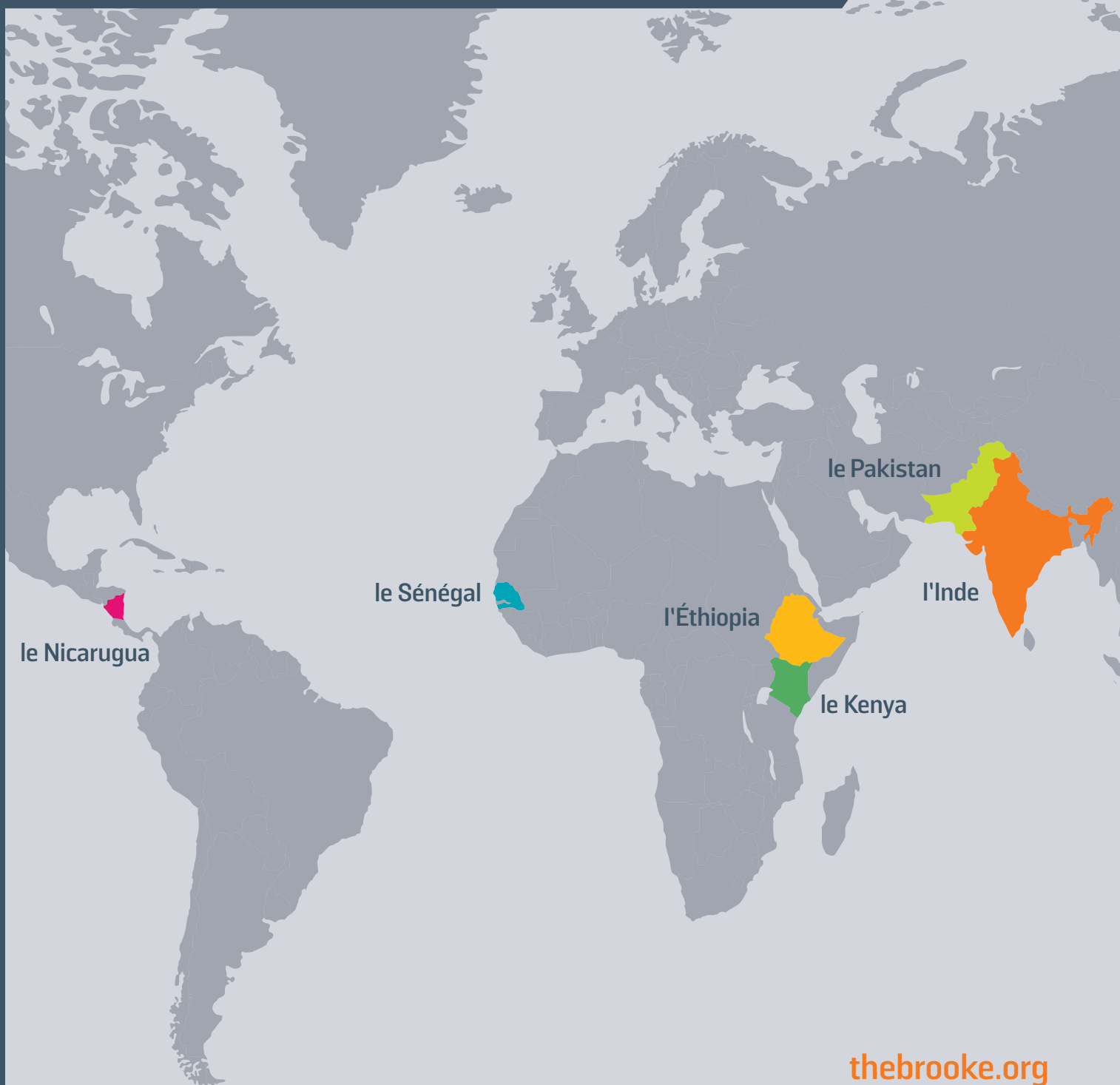


L'INTÉGRATION DES ANIMAUX DE TRAIT DANS LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES : APERÇU DE SIX PAYS



Brooke et Integrated Risk Management Associates (IRMA) ont mené une étude sur la manière dont la gestion des risques de catastrophes et le bien-être des animaux sont pris en compte dans les politiques et les pratiques de six pays : l'Éthiopie, l'Inde, le Kenya, le Nicaragua, le Pakistan et le Sénégal.

L'étude comprenait des examens détaillés des politiques, des entretiens approfondis et des discussions de groupe avec des représentants du gouvernement et des membres de la communauté.



thebrooke.org

The Brooke Hospital for Animals is a registered company limited by guarantee (Company No. 04119581).
Registered charity in England and Wales (Charity No. 1085760) and Scotland (Charity No. SC050582).



Questions de recherche



1. Examen des politiques

Comment les politiques liées à la gestion des risques de catastrophes prennent-elles en compte le bien-être des animaux et la bonne gestion des risques, et quels sont les facteurs clés qui influencent leur efficacité et leur mise en œuvre ?



2. Décideurs

Quelles sont les informations supplémentaires nécessaires à une prise de décision opportune en matière de gestion des risques liés aux animaux lors des catastrophes ?

Aperçu des résultats globaux

Lacunes en matière de politique et de sensibilisation

Dans la plupart des pays, les politiques de gestion des risques liés aux animaux invoquent les animaux mais se concentrent uniquement sur le bétail en général. Les références spécifiques aux animaux de trait comme les équidés sont rares. Les communautés sont souvent peu sensibilisées à ces politiques. De nombreux plans nationaux ne prévoient pas de mesures claires de préparation aux différents risques, tels que les épidémies, les événements liés au climat ou les urgences technologiques.

Les mesures relatives au bien-être des animaux se concentrent généralement sur la santé physique et la nutrition, mais elles négligent des besoins essentiels tels qu'un abri approprié, le comportement social et le bien-être mental. Ces lacunes réduisent l'efficacité des politiques existantes en matière de protection des animaux et des communautés qui en dépendent.

Difficultés de mise en œuvre

Les gouvernements sont confrontés à plusieurs défis lorsqu'il s'agit de mettre les politiques en pratique :

- L'attention politique limitée accordée aux animaux de trait ;
- Manque de clarté des rôles entre les agences responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques ;
- Un financement insuffisant ;
- Pénurie de professionnels qualifiés, y compris de vétérinaires.

La coordination entre les décideurs et les intervenants locaux est souvent faible. La participation de la communauté est minime et l'importance des animaux de trait est souvent sous-estimée dans les plans d'urgence.

Limites des données

Des données fiables et opportunes sont essentielles pour une planification et une réponse efficaces aux catastrophes. Cependant, de nombreux pays ne disposent pas :

- de données précises sur les populations animales, en particulier sur les équidés de trait ;
- de systèmes d'alerte précoce incluant des indicateurs de bien-être animal ;
- de cartes des risques et de plans d'évacuation tenant compte des besoins des animaux ;
- d'évaluations cohérentes de l'impact des catastrophes.

Les registres gouvernementaux sont souvent mieux organisés que les données communautaires, qui ont tendance à être informelles. Cela affaiblit la préparation et réduit la capacité à réagir rapidement en cas d'urgence.



Discussion de groupe au Pakistan, novembre 2024.

Facteurs clés

Une gestion efficace des risques liés aux animaux de trait nécessite :

- une réduction des risques et une préparation précoces ;
- un engagement actif de la communauté ;
- une coordination claire entre les secteurs et les institutions ;
- L'intégration des animaux de trait dans des stratégies d'élevage plus larges ;
- La mise en œuvre de la politique par l'organisme qui l'a élaborée.

Recommandations pour une action mondiale

- Inclure explicitement les animaux de trait dans les cadres de gestion des risques de catastrophes et de résilience climatique – non pas comme une réflexion après coup, mais comme une composante essentielle.
- Construire une base de données solide qui montre la valeur économique et sociale des animaux de trait dans le soutien à la résilience et au rétablissement.
- Renforcer les systèmes de gouvernance – y compris le leadership, le financement et le personnel – en particulier au niveau local.
- Réaliser des recensements d'animaux qui incluent les équidés de trait et intégrer les services vétérinaires dans les approches DRM et One Health.
- Tirer parti des mécanismes climatiques mondiaux, tels que les fonds de résilience, le financement des pertes et préjudices et les outils de données climatiques, afin de s'assurer que les animaux de trait sont pris en compte dans les processus de planification et de financement.

Cette étude montre clairement qu'il est essentiel de passer de la politique à la pratique. Les animaux de trait doivent être protégés avant, pendant et après les catastrophes, non seulement pour leur bien-être, mais aussi parce qu'ils sont essentiels à la résilience de millions de personnes qui dépendent d'eux pour le transport, le revenu et la survie.

Éthiopie



Politique

Connaissance et compréhension

Les parties prenantes à tous les niveaux sont généralement conscientes des politiques de gestion des risques de catastrophes (GRC). Le personnel du ministère de l'Agriculture (MinAg) a une bonne compréhension, soutenue par une formation formelle. La Commission éthiopienne de gestion des risques de catastrophes (EDRMC) connaît les politiques, mais manque souvent de clarté sur les détails. Les communautés, quant à elles, n'ont qu'un accès limité à ces informations. Elles sont généralement informées des politiques par des canaux indirects tels que les institutions locales et les messages publics.

Perception de la qualité des politiques

Les politiques éthiopiennes de gestion des catastrophes offrent une structure claire pour la gestion des catastrophes. Cependant, plusieurs difficultés réduisent leur efficacité. Certaines parties prenantes trouvent les politiques peu claires ou trop générales. Les politiques ont également du mal à s'adapter aux situations changeantes. En outre, elles ne sont pas mises à jour assez souvent, ce qui les rend moins pertinentes dans des contextes de catastrophes complexes ou en évolution rapide.

Mise en œuvre

La mise en œuvre des politiques est inégale entre les différents niveaux étatiques. Alors que le MinAg tente d'appliquer les politiques sur le terrain, son personnel manque souvent de la formation pratique nécessaire pour obtenir des résultats efficaces. L'EDRMC est confronté à des problèmes de coordination, ce qui rend difficile l'application cohérente des politiques. Au niveau communautaire, la participation directe à la mise en œuvre est minime. Cela est dû à une sensibilisation limitée et à un manque d'outils ou de soutien pour agir.



Données et décisions

Données disponibles

Le ministère de l'agriculture détient certaines données agricoles et environnementales, mais elles sont dispersées et pas toujours à jour. L'EDRMC recueille des données sur les risques naturels, tels que les inondations ou les sécheresses. Au niveau local, les communautés détiennent des connaissances de base sur leurs propres conditions. Toutefois, ces informations ne sont pas collectées de manière formelle ni incluses dans les systèmes nationaux.

Lacunes dans les données

D'importants types de données manquent. Le MinAg ne dispose pas de systèmes fiables pour le suivi de la santé animale. L'EDRMC manque de données sur les effets sociaux des catastrophes, comme la manière dont les familles sont affectées par les déplacements ou les pertes de revenus. Les communautés ont besoin davantage de données locales sur des questions clés telles que l'accès à l'eau, l'alimentation des animaux et l'exposition à des chaleurs extrêmes. Sans ces données, il leur est difficile de planifier ou de réagir efficacement.

Besoins en données

Les organismes publics ont besoin de données plus structurées et localisées. Il s'agit

notamment d'informations géoréférencées sur l'environnement et l'agriculture afin d'orienter la planification. La réponse aux catastrophes nécessite également des données standardisées et faciles d'accès sur la manière dont les catastrophes affectent la vie et les moyens de subsistance des populations. Au niveau communautaire, les gens ont besoin de données simples et utiles pour les aider à prendre des décisions. Des informations telles que l'endroit où trouver de l'eau, des abris ou des services vétérinaires feraient une réelle différence en cas de crise.

L'Inde



Politique

Connaissance et compréhension

Les fonctionnaires du gouvernement sont généralement au courant des politiques relatives aux catastrophes qui comprennent des éléments relatifs au bien-être des animaux.

Cependant, la sensibilisation au niveau de la communauté est faible. La plupart des membres de la communauté inclus dans l'étude n'étaient pas au courant des avantages existants pour les animaux jusqu'à ce qu'ils en discutent au cours de la recherche. Cette méconnaissance limite l'accès au soutien en cas d'urgence.

Perception de la qualité des politiques

Bien qu'il existe des politiques dans des domaines clés tels que l'indemnisation, les abris et l'aide vétérinaire, des lacunes importantes subsistent. Il s'agit notamment de l'absence de systèmes de stockage du fourrage, d'élimination des carcasses et de collecte de données fiables. Les membres des communautés ont également fait état d'un manque d'action concrète lorsqu'ils demandent de l'aide, ce qui suggère un décalage entre la politique et sa mise en œuvre sur le terrain.

Mise en œuvre

Malgré l'existence de politiques pertinentes, une mise en œuvre déficiente reste un obstacle majeur. L'un des principaux problèmes est le manque de sensibilisation au niveau de la communauté – beaucoup ne savent pas qu'ils ont le droit de demander de l'aide. De leur côté, les fonctionnaires attendent souvent des communautés qu'elles fassent la demande.

Ce décalage contribue à l'inefficacité de la mise en œuvre des politiques lors des catastrophes.



Données et décisions

Données disponibles

Deux organismes gouvernementaux clés collectent des données limitées sur les animaux. Le Department of Animal Husbandry and Dairying (DAHD) suit la santé animale et les programmes d'indemnisation. L'Autorité nationale de gestion des catastrophes (NDMA) documente la mortalité du bétail lors des catastrophes.

Cependant, ces ensembles de données sont axés sur les événements et se concentrent principalement sur les pertes, et non sur la préparation ou le bien-être continu.

Lacunes dans les données

Il existe d'importantes lacunes dans la compréhension des besoins globaux en matière de bien-être animal. Les données sur la disponibilité du fourrage, les conditions d'hébergement des animaux et les effets à long terme sur la santé font souvent défaut. Au niveau communautaire, il n'existe pas de système formel de collecte de données. Les informations ne sont généralement partagées qu'à la demande d'acteurs extérieurs, ce qui retarde la réponse et limite l'accès aux droits.

Besoins en données

Le renforcement des systèmes de données est essentiel pour une réduction inclusive et efficace des risques de catastrophes. Des données régulières et détaillées sur le bien-être des animaux – collectées avant, pendant et après les catastrophes – permettraient de mieux cibler la planification et l'allocation des ressources. Les données institutionnelles devraient être complétées par des mécanismes de rapport communautaires afin de garantir une meilleure compréhension des besoins et d'améliorer la réactivité.

Le Kenya



Politique

Connaissance et compréhension

Les fonctionnaires, en particulier ceux du ministère de l'élevage et de l'unité nationale de gestion des catastrophes (NDMU), sont bien informés des politiques relatives à l'élevage et à la gestion des catastrophes. Les communautés sont généralement au courant des lois nationales sur le bien-être des animaux. Cependant, elles n'ont qu'une connaissance limitée, voire inexistante, des politiques spécifiques relatives aux ânes, en particulier dans le contexte de la réponse aux catastrophes.

Perception de la qualité des politiques

Les acteurs du bien-être animal et de la gestion des catastrophes au sein du gouvernement reconnaissent l'existence de politiques, mais conviennent également qu'il y a des lacunes dans leur application, en particulier pour les animaux comme les ânes, qui sont souvent négligés. Du point de vue de la communauté, il n'existe pas de politiques claires pour protéger les ânes en cas d'urgence.

Il s'agit là d'une lacune importante dans la planification globale des catastrophes.

Mise en œuvre

Les organismes gouvernementaux mettent les politiques en pratique de diverses manières.

Toutefois, ils sont confrontés à des difficultés. Il s'agit notamment de ressources limitées et d'un manque d'approches inclusives permettant d'atteindre tous les propriétaires d'animaux.

Les communautés ont souvent l'impression que les politiques relatives aux ânes ne sont pas appliquées ou qu'elles ne sont pas prises au sérieux. En conséquence, le soutien au bien-être des ânes en cas de catastrophe reste faible ou incohérent.



Données et décisions

Données disponibles

Le ministère de l'élevage détient des données relatives à l'assurance du bétail, à l'accès aux prêts et aux interventions sur le marché. L'Unité nationale de gestion des catastrophes recueille des données sur la santé du bétail et les réponses du gouvernement aux catastrophes. Cependant, les communautés ont un accès limité à ces données ou n'en ont qu'une compréhension limitée. La plupart d'entre elles ne savent pas comment les données sont utilisées ni où elles peuvent les trouver.

Lacunes dans les données

Les systèmes de données actuels présentent d'importantes lacunes. Le ministère de l'élevage manque d'informations détaillées sur les ânes et sur la façon dont les événements climatiques les affectent. La NDMU a besoin de meilleures données sur les populations de bétail et sur la manière dont les ressources sont partagées en cas de catastrophe. Au niveau communautaire, on manque d'informations sur la façon dont les gens perçoivent le bien-être des animaux, ainsi que de données spécifiques sur les populations d'ânes. Ces lacunes limitent la capacité à concevoir des interventions équitables et efficaces.

Besoins en données

Pour améliorer la planification et la réponse aux catastrophes, les systèmes gouvernementaux devraient inclure des bases de données structurées contenant des informations actualisées sur le nombre de têtes de bétail et la santé animale. Pour la gestion des catastrophes, les données devraient être faciles à cartographier et à suivre, ce qui permettrait de surveiller les risques et les réponses au fil du temps. Au niveau communautaire, des enquêtes pourraient aider à recueillir des chiffres et des opinions personnelles sur le bien-être des animaux.

Cela permettrait de s'assurer que les ânes et d'autres animaux souvent négligés soient correctement pris en compte dans la politique et la planification futures.

Nicaragua



Politique

Connaissance et compréhension

Le SINAPRED, l'agence nationale de gestion des catastrophes du Nicaragua, est bien informée des politiques officielles liées à la gestion des risques de catastrophes et au bien-être des animaux.

Cependant, les communautés locales sont plus familiarisées avec les pratiques informelles et les moyens traditionnels d'adaptation. Elles ne connaissent souvent pas les cadres juridiques officiels qui régissent les interventions en cas de catastrophe.

Perception de la qualité des politiques

Les politiques nationales sont considérées comme importantes et bien pensées, mais elles ne sont souvent pas soutenues par des ressources suffisantes pour les mettre en œuvre. La sensibilisation au niveau local est faible, ce qui limite l'impact de ces politiques. Le Nicaragua est le seul pays de cette étude à disposer d'une loi spécifique en cours d'élaboration – le Protocole d'intervention pour les animaux en cas de catastrophe – qui vise à améliorer le bien-être des animaux dans les situations d'urgence.

Mise en œuvre

Au niveau national, les politiques sont clairement structurées et mises à la disposition des institutions concernées.

Toutefois, au niveau local, la mise en œuvre est inadéquate. Dans de nombreux cas, les communautés s'appuient sur leurs connaissances, leur expérience et leurs réseaux informels pour gérer les risques. L'écart entre la planification formelle et la pratique locale reste un défi majeur.



Données et décisions

Données disponibles

Le Nicaragua dispose d'ensembles de données bien organisés couvrant la surveillance des maladies animales, l'évaluation des risques et la planification des mesures d'urgence. Ces données sont activement utilisées par le SINAPRED pour la planification au niveau national.

Cependant, les communautés ont tendance à s'appuyer sur des connaissances informelles. Elles sont rarement impliquées dans la collecte ou l'analyse des données, ce qui limite leur capacité à réagir aux alertes précoces ou aux conseils officiels.

Lacunes dans les données

On manque de données détaillées sur les populations animales, les plans d'évacuation et les effets des catastrophes après qu'elles se sont produites. Ces lacunes compliquent la planification des réponses ou l'allocation équitable des ressources. De meilleures données dans ces domaines pourraient permettre de réagir plus rapidement et plus efficacement aux catastrophes, tant pour les personnes que pour les animaux.

Besoins en données

Les agences gouvernementales telles que SINAPRED ont besoin de bases de données numériques centralisées, cartographiées à l'aide de SIG et reliées aux systèmes nationaux de réponse aux catastrophes.

Cela permettrait une meilleure planification et une action plus rapide. Au niveau communautaire, les gens ont demandé différents outils en fonction de leurs besoins et de leur accès. Un groupe préfère les outils visuels tels que les cartes imprimées, les guides et les alertes mobiles. Un autre groupe s'appuie davantage sur les messages radio, la formation orale et les affiches en raison d'un accès limité à la technologie. Ces approches devraient être incluses dans les futurs plans de communication et de préparation.

Pakistan



Politique

Connaissance et compréhension

Les représentants du département de l'élevage et de la pêche (L&F) et de l'autorité provinciale de gestion des catastrophes (PDMA) de la province de Sindh comprennent bien les politiques de gestion des risques de catastrophes. Cependant, ces connaissances ne sont pas communiquées efficacement aux communautés locales. Les hommes et les femmes de la communauté ont une connaissance limitée des politiques et des organisations existantes, et ne comprennent pas clairement les détails des programmes gouvernementaux ou la manière dont ils peuvent obtenir un soutien.

Perception de la qualité des politiques

Les représentants du gouvernement reconnaissent les lacunes des politiques actuelles et soulignent que des efforts sont en cours pour améliorer et développer de meilleures solutions. Si les efforts déployés par les pouvoirs publics sont reconnus, il est clair qu'ils peuvent être améliorés. Du point de vue de la communauté, les politiques sont perçues comme insuffisantes et mal exécutées, notamment en ce qui concerne leurs besoins et défis spécifiques.

Mise en œuvre

Si les représentants du gouvernement reconnaissent les lacunes dans la mise en œuvre des politiques et l'élaboration continue de solutions, l'application effective de ces politiques au sein de la communauté reste minime et incohérente. De nombreux membres de la communauté estiment que les politiques ne sont pas mises en œuvre de manière efficace, ce qui entraîne un sentiment de négligence et d'exclusion des processus de prise de décision liés à la préparation aux catastrophes et aux soins du bétail.



Données et décisions

Données disponibles

Le gouvernement, par l'intermédiaire du département de l'élevage et de la pêche et du PDMA, détient des

données officielles sur la santé animale, la cartographie des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte précoce. Cependant, les communautés manquent de données structurées et s'appuient souvent sur les connaissances locales pour gérer le bétail et répondre aux catastrophes. Il en résulte des lacunes dans leur capacité à prendre des décisions éclairées en matière de préparation aux catastrophes.

Lacunes dans les données

Les principales données manquantes sont les registres sanitaires détaillés du bétail, la cartographie des risques d'inondation, les systèmes d'alerte précoce en temps réel et des informations complètes sur les politiques gouvernementales. Si ces données étaient disponibles, elles permettraient d'améliorer la prise de décision au sein des communautés, de renforcer la préparation aux catastrophes et de garantir une meilleure prise en charge du bétail en cas d'urgence.

Besoins en données

Pour une gestion plus efficace des catastrophes et des soins au bétail, les agences gouvernementales ont besoin de données détaillées et structurées qui peuvent être facilement analysées et intégrées dans les plans d'intervention. Des formats tels que les bases de données ou les systèmes d'information géographique (SIG) seraient idéaux pour gérer la surveillance de la santé animale et coordonner les réponses liées aux catastrophes.

Pour la gestion des catastrophes, les données en temps réel sont essentielles et doivent être accessibles sous forme de cartes SIG, de rapports ou d'applications mobiles.

Cela permettrait d'apporter des réponses rapides, telles que des évacuations ou des opérations de secours, notamment en cas d'inondations.

Au niveau communautaire, les hommes et les femmes bénéficieraient de données présentées dans des formats accessibles. Les hommes préféreraient des informations simples dans des documents imprimés, des émissions de radio ou des applications mobiles qui fournissent des conseils clairs et exploitables sur les soins aux animaux et la gestion des catastrophes. Les femmes, compte tenu de leur rôle central dans la prise de décision au sein des ménages, auraient besoin d'informations dans des formats plus simples et plus visuels, tels que des infographies, des réunions communautaires ou des applications mobiles conviviales.

Cela leur permettrait de comprendre les risques de catastrophes et les mesures de santé animale et d'agir en conséquence.

Sénégal



Politique

Connaissance et compréhension

Les représentants gouvernementaux du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MinAg) et du ministère de l'Intérieur connaissent mieux les politiques de gestion des risques de catastrophes. Cependant, ils reconnaissent qu'il y a des lacunes dans la mise en œuvre des politiques et dans leur pleine compréhension, en particulier en ce qui concerne les besoins des communautés locales. La communauté est modérément consciente des politiques liées aux catastrophes, mais ne les comprend pas suffisamment et n'a pas facilement accès aux informations pertinentes.

Perception de la qualité des politiques

Les représentants du ministère de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que du ministère de l'intérieur, reconnaissent l'importance des politiques existantes, mais notent que des améliorations significatives sont nécessaires. Il s'agit notamment d'une approche plus inclusive et de stratégies à long terme plus solides pour relever les défis futurs. La communauté apprécie les politiques mais les considère comme inadaptées pour répondre à des besoins spécifiques, tels que l'inclusion des femmes et la protection des animaux en cas de catastrophe.

Mise en œuvre

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que le ministère de l'intérieur, reconnaissent les lacunes dans la mise en œuvre, mais soulignent les problèmes liés à la fragmentation des systèmes de préparation et de réaction aux catastrophes. En outre, il manque des cadres pour le rétablissement après une catastrophe et la protection financière des communautés touchées. Au niveau local, la communauté estime que les politiques sont mal mises en œuvre, que le gouvernement est peu présent lors des catastrophes et que l'engagement local dans les efforts de réponse est limité.



Données et décisions

Données disponibles

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage tient à jour les données de recensement du bétail et de

surveillance des maladies, mais ces informations ne sont pas facilement accessibles à la communauté. Les communautés locales s'appuient souvent sur des connaissances informelles et des pratiques traditionnelles pour gérer le bétail et répondre aux risques de catastrophes. Le ministère de l'Intérieur utilise ces données pour la planification des urgences, mais n'implique pas les communautés dans la collecte des données ou le processus de prise de décision.

Lacunes dans les données

Il manque des ensembles de données clés qui pourraient améliorer les interventions en cas de catastrophes et le soutien aux communautés locales. Il s'agit notamment de données sur les pertes dues aux catastrophes, la protection financière, les données sur les catastrophes à risques multiples, la vulnérabilité des animaux et le rétablissement. Grâce à ces données, il serait plus facile de fournir un soutien ciblé aux agriculteurs et aux animaux pendant et après les catastrophes, ce qui améliorerait la résilience globale aux catastrophes.

Besoins en données

Le gouvernement a besoin que les données soient normalisées et disponibles dans un format numérique complet.

Cela permettrait une intégration plus facile dans les bases de données nationales et une utilisation plus efficace par des ministères tels que l'agriculture, l'élevage et le ministère de l'intérieur. Pour la gestion des risques de catastrophes, les données devraient être structurées dans un format géospatial avec des mises à jour en temps réel, afin qu'elles puissent être consultées et utilisées par des ministères comme la protection civile pour une coordination rapide des interventions.

Au niveau communautaire, les données devraient être présentées dans des formats simples et conviviaux, tels que des applications mobiles ou des registres locaux. Des visualisations claires et des outils simples permettraient aux communautés d'utiliser les données directement lors des interventions locales en cas de catastrophe, ce qui les aiderait à prendre des mesures rapides et efficaces en cas de besoin.

Ces résultats reflètent les opinions des personnes qui ont participé à la recherche et peuvent ne pas s'appliquer à l'ensemble de la population. Nous remercions l'University College London pour sa précieuse contribution et ses orientations tout au long de cette étude.

Ces résultats reflètent les opinions des personnes ayant participé à la recherche et peuvent ne pas s'appliquer à l'ensemble de la population.

Nous remercions chaleureusement l'University College London pour sa précieuse contribution et ses conseils tout au long de cette étude.



thebrooke.org

The Brooke Hospital for Animals is a registered company limited by guarantee (Company No. 04119581).
Registered charity in England and Wales (Charity No. 1085760) and Scotland (Charity No. SC050582).